

L'invité de Grain de sel : N'Diogou Fall



N'Diogou Fall

► N'Diogou Fall, président du Réseau des organisations paysannes et des producteurs de l'Afrique de l'Ouest (Roppa), nous livre sa vision des politiques agricoles.

► L'intégralité de cet entretien est consultable sur notre site : www.inter-reseaux.org

GRAIN DE SEL : *Qu'est-ce qu'une politique agricole ?*

N'DIOGOU FALL : C'est avant tout une vision, qui doit permettre de s'accorder sur l'idée que l'on a de l'agriculture dans notre région. S'agit-il de promouvoir la grande agriculture industrielle — qui suppose concentration des terres, élimination des petites exploitations familiales et renforcement de l'exclusion, de la pauvreté et de la famine — ou s'agit-il de promouvoir les exploitations familiales en cherchant à les moderniser, à renforcer leur productivité, à faciliter leur accès aux ressources, etc. ? Une politique agricole viable en Afrique de l'Ouest doit passer par cette seconde option.

Nous devons aussi nous entendre sur les instruments à utiliser pour atteindre cette vision car les instruments de l'agriculture familiale sont différents de ceux qui servent l'agriculture industrielle. La politique agricole de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), l'Ecowap, insiste sur l'importance de la petite agriculture familiale et sur la souveraineté alimentaire mais cela n'existe encore que sur le papier. Nous ne devons pas attendre, comme c'est souvent le cas malheureusement en Afrique, que les partenaires viennent en assurer la réalisation. Nous, le Roppa, disons

que notre politique agricole c'est notre affaire avant d'être l'affaire des autres. Nos pays doivent contribuer davantage dans sa mise en œuvre, pour que nous soyons les premiers à apporter l'argent pour sa réalisation. Malheureusement, à chaque fois qu'une population africaine élabore une politique, le système d'aide intervient et modifie les éléments jusqu'à dénaturer ce que nous voulions faire. Nos partenaires soucieux de nous soutenir et de respecter notre politique peuvent venir nous appuyer financièrement. Ceux qui veulent changer notre politique rentreront chez eux.

GDS : *Est-il possible de protéger les agricultures ouest-africaines ?*

NDF : La pratique sur le terrain a révélé que les marchés ne pouvaient rien réguler. Il faut une intervention publique. En outre, pendant plusieurs décennies, on n'a pas tenu compte de l'importance de l'agriculture, particulièrement en Afrique. Aujourd'hui, avec l'augmentation de la pauvreté et de la famine en milieu rural, on se pose beaucoup de questions sur la viabilité de politiques qui ont délaissé l'agriculture. Voilà pourquoi les politiques pro-libérales ne doivent plus pouvoir privatiser. C'est cela que nous avons en partie dénoncé dans le cadre de l'Ecowap. Certains nous disaient : « *En libéralisant, vous allez vous développer* ».

Le contraire s'est produit de manière générale et pour les paysans en particulier. C'est forts de cet enseignement, que nous disons « *Plus jamais de libéralisme à outrance !* ». On ne peut pas laisser les politiques internationales nous imposer une ouverture sauvage de nos économies.

GDS : *Quelles sont les articulations possibles entre les différentes échelles (du local à l'international) et quels sont les éléments nécessaires au succès d'une politique agricole ?*

NDF : Entre les niveaux international et régional, il y a beaucoup de marges de manœuvre, comme nous l'a démontré l'expérience des APE. Entre le niveau régional et le niveau national, il reste des points sur lesquels travailler. L'Ecowap prend en compte les différents niveaux de développement de ses membres mais il faut avancer rapidement au niveau des instruments, tels que les instruments de solidarité. De plus, le niveau régional a pour vocation de venir renforcer ce qui est fait au niveau national et au niveau local.

Pour être efficace et reconnue une politique agricole doit être conçue de façon participative. En outre il ne faut pas occulter l'importance du niveau national, où des articulations sont nécessaires entre les politiques sectorielles. ■

sans
commentaire...

Une image

Une parole

Un chiffre



« *Les gens vont marcher et remarquer, mais nous ne pourrons lutter efficacement contre la vie chère que lorsque nous allons produire notre nourriture* ».

Tertius Zongo, Premier ministre burkinabè, à un député qui l'interrogeait sur les mesures prises pour lutter contre la vie chère, Lefaso.net, 4 avril 2008.

103

Au Mali, le prix du blé a augmenté de 103 %. Pour pallier la hausse des cours, le gouvernement a décidé, en accord avec les boulangers, de produire du pain en mélangeant 65 % de blé avec 35 % de céréales locales.

La Croix, 2 mars 2008.